

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Étranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste,
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75;
Étranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

Par décret en date du 7 avril 1934 :

M. PETRE, Gouverneur des Colonies, Commissaire de la République au Togo p. i. a été nommé Lieutenant-Gouverneur du Niger.

M. BOURGINE, Gouverneur des Colonies, Lieutenant-Gouverneur du Niger, a été nommé Commissaire de la République au Togo.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Décret du 20 février 1934**, modifiant le décret du 10 juillet 1920 portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies. (Arrêté de promulgation du 4 avril 1934). 264
- Décret du 14 mars 1934**, établissant pour 1934 un prélèvement exceptionnel sur les traitements, soldes et salaires des fonctionnaires des cadres coloniaux organisés par décret. (Arrêté de promulgation du 13 avril 1934). 266
- Circulaire du 13 février 1934**, relative aux dispositions spéciales en cas de décès constatés en dehors des corps et des formations sanitaires. 266
- Personnel européen** 267

ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté du 22 mars 1934**, nommant un assesseur européen près le tribunal criminel de Klouto. 267

- Arrêté du 22 mars 1934**, remplaçant les articles 4 et 7. de l'arrêté N° 610 en date du 12 octobre 1933, concernant le cadre du personnel des conducteurs de travaux agricoles et forestiers du territoire du Togo. 267
- Décision du 24 mars 1934**, portant fermeture du bureau des P. T. T. d'Anié. 268
- Arrêté du 27 mars 1934**, portant suppression de la section de liquidation du chemin de fer central togolais. 268
- Arrêté du 27 mars 1934**, déterminant la liste des personnes qualifiées pour remplir les fonctions intérimaires du siège au tribunal de 1^{re} instance de Lomé. 268
- Décision du 27 mars 1934**, désignant les catégories de patentes devant acquitter d'avance et en totalité le montant de leurs impositions. 269
- Décision du 27 mars 1934**, fixant les valeurs des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique pour le premier semestre 1934. 269
- Arrêté du 28 mars 1934**, réglementant la cession de la main-d'œuvre pénale dans le territoire du Togo. 269
- Arrêté du 28 mars 1934**, fixant pour 1934 le taux de cession de la main-d'œuvre pénale. 270
- Arrêté du 28 mars 1934**, approuvant et rendant exécutoires divers rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1933. 270
- Arrêté du 28 mars 1934**, approuvant et rendant exécutoires divers rôles primitifs afférents à l'exercice 1934. 271
- Arrêté du 28 mars 1934**, portant admission en non-valeurs des cotes irrécouvrables des contributions directes afférentes à l'exercice 1932. 273
- Arrêté du 28 mars 1934**, portant admission en non-valeurs des cotes irrécouvrables des contributions directes afférentes à l'exercice 1933. 273

Arrêté du 28 mars 1934, fixant le nombre des allocations accordées aux chefs indigènes pour services rendus pour 1933, ainsi que les noms des bénéficiaires et le montant pour chacun d'eux.	273
Arrêté du 28 mars 1934, approuvant et rendant exécutoires divers rôles primitifs afférents à l'exercice 1934.	274
Arrêté du 30 mars 1934, prononçant libération conditionnelle.	275
Arrêté du 31 mars 1934, portant nomination de membres du conseil d'administration.	275
Arrêté du 31 mars 1934, portant obligation de démolition d'un immeuble reconnu dangereux pour la sécurité et l'hygiène publiques.	276
Arrêté du 4 avril 1934, portant création d'un service de télégrammes à tarif réduit différés (L. C.) et de télégrammes D. L. T. à tarif réduit et remise retardée par la voie T. S. F. dans les relations avec les colonies du groupe de l'Afrique occidentale française.	276
Arrêté du 4 avril 1934, nommant un <i>assesseur indigène</i> près du tribunal de 1 ^{er} degré d'Atakpamé.	277
Actes divers concernant le personnel	277
Concours	284
Commissions d'enquête	285
Enseignement	285
Produits pharmaceutiques	285
Réglementation des carrières	285
Remboursements	285
Transfert de restes mortels	285
Domaines	286
Avis aux porteurs de la carte du combattant	286
Avis aux navigateurs N° 49 et 50	286
Etat des mouvements de la navigation du port de Lomé pendant le mois de mars 1934	287

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis	288
Annonces	

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Réorganisation du personnel des administrateurs des colonies

ARRETE N° 193 promulguant le décret du 20 février 1934 modifiant le décret du 10 juillet 1920 portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 20 février 1934 modifiant le décret du 10 juillet 1920 portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 20 février 1934 modifiant le décret du 10 juillet 1920 portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies.

Lomé, le 4 avril 1934.

L. PÊTRE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 10 juillet 1920 portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies, modifié par les décrets des 20 janvier 1926, 16 novembre 1929, 21 juin 1930 et 27 décembre 1930;

Le conseil d'état entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 6 du décret du 10 juillet 1920 portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies, modifié par les décrets des 20 janvier 1926, 16 novembre 1929, 21 juin 1930 et 27 décembre 1930, est remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 6. — Peuvent être également nommés administrateurs adjoints des colonies, à la dernière classe de ce grade, les adjoints principaux et adjoints des services civils des colonies et les commis principaux des secrétariats généraux après accomplissement d'un stage d'une année à l'école coloniale; l'admission au stage est prononcée par le ministre des colonies dans les conditions énoncées au présent article.

Nul ne peut être admis au stage de l'école coloniale s'il n'a subi, avec succès, les épreuves d'un concours dans lequel il sera tenu compte des services rendus dans la limite d'un maximum de 20 p. 100 des points et dont les modalités d'exécution et le programme sont arrêtés par le ministre des colonies.

Les candidats doivent satisfaire la veille au moins du jour fixé pour le concours aux conditions suivantes :

1° — Compter au moins deux années de services effectifs rendus aux colonies dans leur corps;

2° — Justifier d'une ancienneté, dans leur grade, de trente mois au moins pour les adjoints des services civils et de douze mois pour les commis principaux des secrétariats généraux.

Les rappels d'ancienneté pour services militaires attribués aux intéressés en exécution des lois du 1^{er} avril 1923 et du 17 avril 1924 entrent en ligne de compte pour le calcul de l'ancienneté et du séjour colonial exigés ci-dessus;

3° — N'avoir pas été l'objet d'une sanction disciplinaire, inscrite au dossier, dans les deux années qui ont précédé la date du concours;

4° — N'avoir pas dépassé l'âge de trente-cinq ans.

Cette limite d'âge est prorogée en faveur des candidats qui ont accompli des services militaires pendant la guerre 1914-1919 d'une durée égale à celle de ces services;

5° — Être autorisés par les chefs des colonies dont ils relèvent à prendre part au concours.

A cet effet, les candidats doivent formuler, dans le délai de trois mois, à compter de la date à laquelle a été publié au journal officiel de la République française l'arrêté annonçant l'ouverture du concours, une demande en vue d'être autorisés à prendre part aux épreuves. Cette demande, adressée par la voie hiérarchique, est soumise aux gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies dont relèvent les intéressés qui accordent, s'il y a lieu, l'autorisation nécessaire, en tenant compte des qualités administratives, de la manière de servir et de la culture générale des postulants, ainsi que des diplômes universitaires dont ils peuvent être titulaires.

Nul ne peut être autorisé plus de trois fois à subir les épreuves du concours.

Ces épreuves sont subies simultanément en France et dans toutes les colonies par tous les candidats.

Elles sont examinées par un jury unique et donnent lieu à l'établissement d'une seule liste de classement arrêté par le ministre, d'après l'ordre de mérite des concurrents.

Cette liste ne peut comprendre un nombre de candidats supérieur à celui des vacances probables de l'année réservées aux adjoints principaux, adjoints et commis principaux, aux termes de l'article 7. Ce nombre est déterminé par l'arrêté fixant chaque année la date d'ouverture du concours.

A l'expiration de leur séjour à l'école coloniale, les stagiaires sont astreints à des épreuves de sortie dont les conditions sont déterminées par arrêté du ministre des colonies; ceux qui y satisfont sont nommés administrateurs adjoints des colonies à la dernière classe de ce grade, dans les conditions prévues ci-dessous. Leur affectation est subordonnée aux besoins du service; ils sont appelés d'après l'ordre de classement de sortie à indiquer la colonie dans laquelle ils désirent servir. Il est tenu compte du désir exprimé dans la mesure compatible avec le bien du service.

Ils prennent alors rang dans les cadres du personnel des administrateurs des colonies à compter de la veille du jour de leur embarquement à destination de leur nouvelle affectation outre-mer.

Les adjoints principaux et les commis principaux qui jouissent d'un traitement supérieur à celui de la dernière classe du grade d'administrateur adjoint des colonies le conservent lorsqu'ils sont nommés à ce dernier grade, jusqu'au moment où les avancements obtenus leur donnent droit à un traitement supérieur.

Tous les agents visés au présent article doivent remplir les conditions prévues par l'article 32 de la loi du 30 décembre 1913, complété par l'article 72 de la loi du 14 avril 1924 sur les pensions.

Les stagiaires qui n'ont pas satisfait aux examens de sortie peuvent, sur la proposition du jury d'examen et sur avis conforme du conseil d'administration de l'école coloniale, être autorisés par le ministre à accomplir une seconde année d'études.

De même, les candidats admis au stage, qui, pour raisons de santé dûment reconnues par l'inspection générale du service de santé des colonies se trouveraient empêchés de suivre, en totalité ou en partie, les cours de l'école, peuvent être autorisés par le ministre à conserver le bénéfice de leur admissibilité et à accomplir une nouvelle année d'études.

Les bénéficiaires de ces mesures n'entreront pas en compte pour la détermination du nombre maximum d'administrateurs adjoints à comprendre dans la promotion de l'année au cours de laquelle ils auront accompli leur deuxième année d'études.

Les stagiaires qui ne sont pas admis à renouveler leur stage et ceux qui, après renouvellement, sont de nouveau refusés aux examens de sortie, sont maintenus, avec leur grade et leur ancienneté, dans le cadre auquel ils appartiennent.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ART. 2. — Par mesure transitoire et jusqu'au concours de 1935 inclus, un rapport spécial et motivé du chef de la colonie intéressée pourra dispenser des conditions d'âge, fixées ci-dessus les adjoints principaux, les adjoints des services civils et les commis principaux des secrétariats généraux dont les titres ont été jugés suffisants mais qui, par suite de circonstances indépendantes de leur volonté, n'ont pu prendre part aux concours ouverts antérieurement à la publication du présent décret.

ART. 3. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

ART. 4. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 20 février 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Pierre LAVAL.

Prélèvement exceptionnel sur les traitements

ARRETE N° 205 promulguant au Togo le décret du 14 mars 1934, établissant pour 1934 un prélèvement exceptionnel sur les traitements, soldes et salaires des fonctionnaires des cadres coloniaux organisés par décret.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. L.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 14 mars 1934, établissant pour 1934 un prélèvement exceptionnel sur les traitements, soldes et salaires des fonctionnaires des cadres coloniaux organisés par décret;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 14 mars 1934, établissant pour 1934 un prélèvement exceptionnel sur les traitements, soldes et salaires des fonctionnaires des cadres coloniaux organisés par décret.

Lomé, le 13 avril 1934.

L. PÊTRE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 10 de la loi du 23 décembre 1933 instituant un prélèvement exceptionnel et progressif sur les traitements, soldes et salaires des personnels de l'état;

Vu le décret du 29 mai 1933 établissant un prélèvement temporaire sur les traitements, soldes et salaires des fonctionnaires des cadres coloniaux organisés par décret;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué pour compter du 1^{er} mars 1934, un prélèvement exceptionnel et progressif sur les traitements, soldes et émoluments, salaires et rétributions (y compris les indemnités soumises à retenue), dont le montant net excède 12.000 frs., du personnel des corps et services coloniaux organisés par décret et entretenus sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies, pays de protectorat français et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies.

Ce prélèvement s'applique au personnel détaché des cadres métropolitains.

ART. 2. — Sous déduction d'un abattement de 3.000 frs. pour chaque enfant mineur à partir du troisième, le taux de ce prélèvement est fixé ainsi qu'il suit :

Pour les émoluments compris entre 12.001 et 15.000 frs.	2 p. 100
Pour les émoluments compris entre 15.001 et 20.000 frs.	3 p. 100

Pour les émoluments compris entre 20.001 et 25.000 frs.	4 p. 100
Pour les émoluments compris entre 25.001 et 30.000 frs.	5 p. 100
Pour les émoluments compris entre 30.001 et 50.000 frs.	6 p. 100
Pour les émoluments compris entre 50.001 et 100.000 frs.	7 p. 100
Pour les émoluments supérieurs à 100.000 frs.	8 p. 100

ART. 3. — Ces prélèvements seront effectués dans les conditions prévues pour le personnel de l'Etat par l'article 10 de la loi du 23 décembre 1933 susvisé.

Pour le personnel en service à la colonie, le prélèvement ne sera calculé que sur la solde nette proprement dite, à l'exclusion du supplément colonial.

ART. 4. — Les sommes résultant des prélèvements fixés par le présent décret viendront éventuellement en déduction des réductions déjà opérées sur l'ensemble des émoluments des fonctionnaires en service en Indochine depuis la dernière révision générale des traitements.

ART. 5. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 14 mars 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Pierre LAVAL.

Dispositions spéciales en cas de décès constatés en dehors des corps et des formations sanitaires

CIRCULAIRE du 13 février 1934 portant modification au règlement du 2 août 1912 sur le fonctionnement des services médicaux hospitaliers et régimentaires aux colonies.

LE MINISTRE DES COLONIES,

A Messieurs les gouverneurs généraux, gouverneurs des colonies, Commissaires de la République dans les Territoires sous mandat.

Le titre VI — « Service médical des corps de troupe » — Chapitre 1^{er} — « Fonctionnement du service médical dans les corps de troupe » du règlement du 2 août 1912 est complété ainsi qu'il suit :

Article 259 bis (nouveau). — Les corps des militaires décédés en dehors de leur unité ou d'une formation sanitaire sont transportés dans un établissement hospitalier pouvant les recevoir si le décès s'est produit à proximité de cet établissement (article 147 du présent règlement).

Si aucune formation sanitaire n'existe à proximité du lieu où le décès s'est produit, le corps est transporté et inhumé au poste militaire ou administratif le plus rapproché.

Les déclarations d'état civil et toutes autres formalités à remplir en cas de décès sont accomplies par le chef de corps ou de détachement. En cas de mort violente le corps ne peut être enlevé et transporté que lorsqu'un officier de police judiciaire a rempli les formalités légales.

Les frais de transports jusqu'à la formation sanitaire ou le poste militaire ou administratif sont liquidés par le service de l'intendance et les dépenses sont imputées sur les crédits inscrits au chapitre « transports du personnel militaire » — Article « transports à l'intérieur des colonies ».

Les frais de sépulture et d'inhumation sont à la charge du chapitre. « Fonctionnement des services sanitaires ». Le remboursement des avances faites par les corps est opéré trimestriellement sur production des pièces justificatives réglementaires.

Signé : LAVAL.

PERSONNEL EUROPÉEN

Distinctions honorifiques

Par décret du 26 mars 1934 M. REMY Roger Emmanuel, administrateur de 1^{re} classe des colonies est nommé chevalier de la légion d'honneur.

Rappels d'ancienneté

Par arrêté du :

5 mars 1934. — Les rappels d'ancienneté pour services militaires indiqués ci-après, sont attribués dans leur emploi actuel aux administrateurs-adjoints de 3^e classe des colonies dont les noms suivent :

M.M.

MOURAQUES. (Albert, Jean) . . . 11 mois 20 jours.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Nomination d'assesseur

ARRETE No 156 nommant un assesseur européen près le tribunal criminel de Klouto.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo;

Vu l'arrêté n° 47 du 26 janvier 1934 désignant les assesseurs européens près les tribunaux criminels du Territoire;

Sur la proposition du commandant de cercle de Klouto;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Mr. PIQUELIN Louis, directeur de la compagnie générale du Togo, résidant à Agou, est nommé assesseur près le tribunal criminel de Klouto, pour l'année 1934.

Il occupera sur la liste officielle la place laissée vacante par le départ de Mr. LHISSIER.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 mars 1934.

L. PÊTRE.

Conducteurs des travaux agricoles

ARRETE No 157 remplaçant les articles 4 et 7 de l'arrêté n° 610 en date du 12 octobre 1933, concernant le cadre du personnel des conducteurs de travaux agricoles et forestiers du territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 610 en date du 12 octobre 1933, fixant la hiérarchie, la solde, le classement et les conditions spéciales de recrutement du personnel du cadre local européen des conducteurs de travaux agricoles et forestiers du territoire du Togo;

Vu la dépêche ministérielle n° 228 en date du 27 janvier 1934;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 4 et 7 de l'arrêté du 12 octobre 1933 susvisé sont remplacés ainsi qu'il suit :

Art. 4. — Sous réserve des dispositions édictées, en faveur des militaires et anciens militaires classés, par les lois et règlements sur les emplois réservés et les lois sur le recrutement de l'armée, les aides-conducteurs de 3^e classe sont recrutés parmi les candidats titulaires des diplômes de sortie des écoles ci-après : écoles pratiques d'agriculture relevant du ministère de l'agriculture et école pratique coloniale du Havre.

Art. 7. — Peuvent être agréés directement en qualité de conducteurs de 2^e classe, dans la limite du tiers des emplois vacants, les candidats titulaires du diplôme

de la section agricole de l'institut national d'agronomie coloniale. Le reste des emplois vacants est réservé à l'avancement des agents du cadre.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 mars 1934.

L. PÊTRE.

Fermeture de bureau P. T. T.

DECISION N° 248 portant fermeture du bureau des P. T. T. d'Anié.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le rapport n° 196 du 21 mars 1934 du chef du service des P. T. T.;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le bureau des P. T. T. d'Anié est fermé à dater du 30 avril 1934.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 24 mars 1934.

L. PÊTRE.

Suppression de la section de liquidation du chemin de fer central togolais

ARRETE N° 163 portant suppression de la section de liquidation du chemin de fer central togolais.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1933 portant création d'une section de liquidation de la construction du chemin de fer central togolais;

Sous réserve d'approbation en conseil d'administration;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La section de liquidation du chemin de fer central togolais, créée par arrêté n° 813 du 30 décembre 1933 est supprimée pour compter du 31 mars 1934.

ART. 2. — Le commandant de cercle d'Atakpané est chargé de la récupération du matériel restant encore en service, ainsi que de la surveillance et de l'entretien du matériel en magasin à Akaba.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 mars 1934.

L. PÊTRE.

Approuvé en conseil d'administration dans sa séance du 28 mars 1934.

Fonctions intérimaires du siège

ARRETE N° 164 déterminant la liste des personnes qualifiées pour remplir les fonctions intérimaires du siège au tribunal de 1^{re} instance de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature coloniale et notamment l'article 55 dudit décret;

Sur la proposition de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — En exécution des dispositions susvisées de l'article 55 du décret du 22 août 1928, déterminant le statut de la magistrature coloniale, la liste des personnes qualifiées pour remplir les fonctions intérimaires du siège dans le ressort de la cour d'appel pendant l'année 1934, est arrêté comme suit :

M. GAUDILLOT Henri, administrateur des colonies, licencié en droit.

PIC Joseph, administrateur adjoint, licencié en droit.

MOURAGUES Albert, administrateur adjoint, licencié en droit.

PÉCHOUX Laurent, administrateur adjoint, licencié en droit.

ART. 2. — Le chef du service judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 27 mars 1934.

L. PÊTRE.

Patentes

DECISION N° 253 désignant les catégories de patentes devant acquitter d'avance et en totalité le montant de leurs impositions.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réglementant les patentes au Togo, notamment dans son article 21;

Vu les propositions des commandants de cercle du Territoire;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Doivent acquitter d'avance et en totalité le montant de leur patente, les imposables exerçant les commerces, industries ou professions ci-après :

Groupe A.

Ecrivains publics
Agents en douanes

Groupe B.

Bijoutiers
Bouchers
Bottiers
Boulangers
Fabricants de briques, carreaux, tuiles.
Ebenistes
Entrepreneurs des travaux privés
Entrepreneurs de transport
Cinématographes (exploitants de)
Forgerons
Horlogers
Photographes
Tailleurs
Mécaniciens
Menuisiers
Restaurants indigènes

Groupe C.

Détaillants
Acheteurs produits du crû
Vendeuses de boissons fermentées de fabrication locale
Revendeurs
Agents vendant sur les marchés des cercles de Lomé, Anécho, Palimé, Atakpamé des articles d'importation pour le compte d'une maison faisant directement l'importation.

Tous commerçants non dénommés — taxes par assimilation.

ART. 2. — Les commandants de cercle du Territoire sont chargés de l'exécution de la présente décision.

Lomé, le 27 mars 1934.

L. PÊTRE.

Tarifs de vente d'énergie électrique

DECISION N° 256 fixant les valeurs des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique pour le premier semestre 1934.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le cahier des charges de la concession par le territoire du Togo d'une distribution publique d'énergie électrique annexé à la convention en date du 11 juin 1931 et particulièrement l'article 11 de ce cahier des charges;

Vu la proposition en date du 15 mars 1934 de la Société concessionnaire;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les valeurs des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique sont fixées comme suit pour le premier semestre 1934 :

Co	1.175,1979
Cl	932,201
Mo	1,7240
Ml	1,644
Io	387,50
Il	349,00

ART. 2. — En application de ces coefficients, les différents tarifs à mettre en vigueur pendant le 1^{er} semestre 1934, sont ainsi déterminés :

1 ^o — Pour Lomé	prix du K. W. H. Lumière	: 4 f, 21
	prix du K. W. H. Force	: 3 f, 33
2 ^o — Pour Anécho	prix du K. W. H. Lumière	: 4 f, 65
	prix du K. W. H. Force	: 3 f, 77

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 27 mars 1934.

L. PÊTRE.

Cession de main-d'œuvre pénale

ARRETE N° 170 réglementant la cession de main-d'œuvre pénale dans le territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 1^{er} septembre 1933 réorganisant le régime pénitentiaire indigène au Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — En certains cas d'urgence créés par une absence momentanée de main-d'œuvre libre la main-d'œuvre pénale peut être exceptionnellement cédée aux communes, à des entreprises chargées de l'exécution de travaux publics, ou à des particuliers.

Les demandes de main-d'œuvre pénale sont adressées aux commandants de cercle et indiquent la nature et le lieu des travaux à exécuter et leur durée approximative.

ART. 2. — Les corvées de prisonniers sont accompagnées et surveillées par des gardes indigènes dans les conditions des corvées ordinaires.

ART. 3. — Toute cession de main-d'œuvre pénale donne lieu au versement par le cessionnaire d'un salaire journalier dont le taux est déterminé chaque année par arrêté du Commissaire de la République pour chaque cercle ou subdivision, le cessionnaire ayant en outre à payer 3 frs. par garde et par jour.

ART. 4. — Le directeur de la prison tient enregistrement des cessions de main-d'œuvre pénale. Il remet au bureau des finances, au plus tard en fin de chaque mois, un état de cession établi par journée pour chaque cessionnaire.

ART. 5. — L'Administration se réserve le droit de retirer sans aucun délai de préavis la main-d'œuvre pénale ainsi cédée au cas où celle-ci deviendrait nécessaire pour assurer l'exécution d'un service public.

ART. 6. — Les prisonniers travaillant dans des entreprises privées dans les conditions fixées ci-dessus demeurent soumis aux règles générales édictées par l'arrêté du 1^{er} septembre 1933 réorganisant le régime pénitentiaire indigène au Togo.

ART. 7. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté, notamment le

quatrième paragraphe de l'article 21 de l'arrêté sus-visé du 1^{er} septembre 1933.

ART. 8. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 mars 1934.

L. PÊTRE.

ARRETE N° 171 fixant pour 1934 le taux de cession de la main-d'œuvre pénale.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 1^{er} septembre 1933 réorganisant le régime pénitentiaire indigène au Togo;

Vu l'arrêté du 28 mars 1934 réglementant la cession de main-d'œuvre pénale dans le territoire du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est fixé comme suit, pour 1934, le taux de cession de la main-d'œuvre pénale non spécialisée :

Cercle de Lomé — Anécho — Atakpamé . . . 2,50
par homme et par jour.

Cercle de Klouto . . . 2,00
par homme et par jour.

Cercle de Sokodé — Mango . . . 0,75
par homme et par jour.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 mars 1934.

L. PÊTRE.

Rôles supplémentaires

Par arrêté du :

28 mars 1934. — Sont approuvés et rendus exécutoires divers rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1933, dont détail ci-après :

N° DES RÔLES	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT	PRINCIPAL	CENTIMES ADDITIONNELS	CENTIMES ADDITIONNELS Commune Mixte	MONTANT
433	Lomé (Tsévié)	Impôt personnel et taxe additionnelle	—	—	—	672,00
434	—	Impôt personnel indigène	—	—	—	424,45
435	Lomé	—	—	—	—	1.080,00
436	Lomé (C. Mixte)	—	—	—	536,00	536,00
437	Lomé (Tsévié)	—	—	—	—	350,00
438	Sokodé (Bassari)	—	—	—	—	90,00
439	Lomé (Tsévié)	Rachat prestation (européens).	—	—	—	180,00

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT	PRINCIPAL	CENTIMES ADDITIONNELS	CENTIMES ADDITIONNELS Commune Mixte	MONTANT
440	Lomé (U. Mixte)	Rachat prestation (indigènes)	—	—	—	1.980,00
441	Lomé	—	—	—	—	6.228,00
442	Lomé (Tsévié)	—	—	—	—	90,00
443	—	—	—	—	—	36,00
444	Sokodé (Bassari)	—	—	—	—	54,00
445	Lomé	Propriété non bâtie	78,75	—	7,87	86,62
446	—	—	8.075,00	—	807,20	8.882,20
447	— (Tsévié)	Patentes	425,00	148,75	—	573,75
448	—	Licences	1.600,00	800,00	—	2.400,00
449	—	Armes perfectionnées	—	—	—	20,00
450	—	Armes non perfectionnées	—	—	—	10.440,00
451	—	Véhicules	340,00	102,00	—	442,00
452	—	Taxe d'hygiène	—	—	—	300,00
453	Lomé	Taxe A. M. I.	—	—	—	648,00
454	— (Tsévié)	—	—	—	—	175,00
455	—	—	—	—	—	200,00
456	Sokodé (Bassari)	—	—	—	—	45,00

La date de mise en recouvrement est fixée au 25 mars 1934.

Rôles primitifs

Par arrêté du :

28 mars 1934. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs afférents à l'exercice 1934 dont détail ci-après :

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT	PRINCIPAL	Centimes additionnels		MONTANT TOTAL
				Budget Local et Chambre de Commerce	Commune Mixte	
15	Mango	Impôt personnel et taxe additionnelle	—	—	—	2.512,75
16	Lomé (Com. Mixte)	Impôt personnel indigène	39.660	—	3.966	43.656,00
17	—	—	7.480	—	748	8.228,00
18	—	—	14.350	—	1.435	15.725,00
19	Lomé	—	—	—	—	197.840,00
20	Lomé (Tsévié)	—	—	—	—	110,00
21	Klouto	—	—	—	—	216.220,00
22	—	—	—	—	—	129.732,00
23	Atakpamé	—	—	—	—	414.085,00
24	—	—	—	—	—	16.390,00
25	Sokodé	—	—	—	—	216.606,00
26	S. (Lama-Kara)	—	—	—	—	353.101,00
27	Sokodé (Bassari)	—	—	—	—	143.204,00
28	Mango	—	—	—	—	240.800,00
29	—	—	—	—	—	9.350,00
30	—	Rachat prestation (européens)	—	—	—	300,00
31	Lomé (Com. Mixte)	— (indigènes)	—	—	—	3.582,00
32	—	—	—	—	—	32.850,00
33	—	—	—	—	—	1.134,00
34	Lomé	—	—	—	—	168.138,00
35	Lomé (Tsévié)	—	—	—	—	18,00
36	Klouto	—	—	—	—	129.732,00

N ^{os} DES ROLES	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT	PRINCIPAL	Centimes additionnels		MONTANT TOTAL
				Budget Local et Chambre de Commerce	Commune Mixte	
37	Sokodé	Rachat prestation (indigènes)	—	—	—	132.030,00
38	S. (Basaari)	—	—	—	—	98.994,00
39	S. (Lama-Kara)	—	—	—	—	302.658,00
40	Mango	—	—	—	—	206.400,00
41	—	—	—	—	—	702,00
42	Atakpamé	Impôt s/propriétés bâties	—	—	—	607,20
43	—	—	—	—	—	1.527,00
44	Sokodé	—	—	—	—	453,00
45	—	—	—	—	—	139,00
46	Sokodé (Basaari)	—	—	—	—	9,00
47	S. (Lama-Kara)	—	—	—	—	21,00
48	Sokodé	— non bâties	—	—	—	6,20
49	—	—	—	—	—	35,00
50	Klouto	Patentes	25.575	8.951,25	—	34.526,25
51	Atakpamé	—	29.950	10.482,50	—	40.432,50
52	Sokodé	—	5.480	1.918,00	—	7.398,00
53	Sokodé (Basaari)	—	3.100	1.085,00	—	4.185,00
54	S. (Lama-Kara)	—	2.770	969,50	—	3.739,50
55	Mango	—	5.710	1.998,50	—	7.708,50
56	Klouto	Licences	12.300	6.150,00	—	18.450,00
57	Atakpamé	—	18.500	9.250,00	—	27.750,00
58	Sokodé	—	1.500	750,00	—	2.250,00
59	S. Lama-Kara	—	600	300,00	—	900,00
60	Lomé (Com. Mixte)	Armes perfectionnées	—	—	—	1.122,00
61	—	—	—	—	—	550,00
62	Lomé	—	—	—	—	140,00
63	Lomé (Tsévié)	—	—	—	—	200,00
64	Klouto	—	—	—	—	900,00
65	Atakpamé	—	—	—	—	1.140,00
66	Sokodé	—	—	—	—	620,00
67	S. (Lama-Kara)	—	—	—	—	140,00
68	Sokodé (Basaari)	—	—	—	—	40,00
69	Lomé (Tsévié)	Véhicules	1.000	300,00	—	1.300,00
70	Atakpamé	—	21.800	6.540,00	—	28.340,00
71	Sokodé	—	3.140	942,00	—	4.082,00
72	Sokodé (Basaari)	Véhicules	1.500	450,00	—	1.950,00
73	S. (Lama-Kara)	—	2.820	846,00	—	3.666,00
74	Mango	—	640	192,00	—	832,00
75	—	Taxe d'hygiène	—	—	—	350,00
76	Lomé (Com. Mixte)	Taxe assistance médicale indigène	—	—	—	7.175,00
77	—	—	—	—	—	3.740,00
78	—	—	—	—	—	23.796,00
79	Lomé	—	—	—	—	118.704,00
80	Lomé (Tsévié)	—	—	—	—	55,00
81	Sokodé	—	—	—	—	110.025,00
82	S. (Lama-Kara)	—	—	—	—	252.215,00
83	Sokodé (Basaari)	—	—	—	—	82.495,00
84	Mango	—	—	—	—	172.000,00
85	—	—	—	—	—	4.675,00

La date de mise en recouvrement est fixée au 1^{er} avril 1934.

Côtes irrécouvrables des contributions directes

ARRETE N° 177 portant admission en non-valeurs des côtes irrécouvrables des contributions directes afférentes à l'exercice 1932.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu les états des côtes irrécouvrables présentés par l'administrateur, commandant le cercle de Mango;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont admis en non-valeurs les côtes irrécouvrables des contributions directes, exercice 1932 ci-après indiquées :

Impôt personnel indigène.

Mango 2.390

Assistance médicale indigène.

Mango 956
3.346

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 mars 1934.

L. PÊTRE.

ARRETE N° 178 portant admission en non-valeurs des côtes irrécouvrables des contributions directes afférentes à l'exercice 1933.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu les états des côtes irrécouvrables présentés par le trésorier-payeur du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont admis en non-valeur les côtes irrécouvrables des contributions directes, exercice 1933 ci-après désignées :

Impôt personnel européen.

Lomé 409,16

Patentes.

Lomé 3.335,00

Licences.

Lomé 3.440,00

Véhicules.

Lomé 315,00

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 mars 1934.

L. PÊTRE.

Allocations aux chefs

ARRETE N° 180 fixant le nombre des allocations accordées aux chefs indigènes pour services rendus pour 1933, ainsi que les noms des bénéficiaires et le montant pour chacun d'eux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 1^{er} mai 1933 instituant des allocations en faveur de chefs indigènes pour services rendus à l'administration française;

Sur la proposition des commandants de cercle de Lomé, Anécho, Klouto, Atakpamé, Sokodé, Sansanne-Mango;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est attribué aux chefs indigènes pour services rendus pendant l'année 1933 les allocations suivantes :

Cercle de Lomé :

DAGADOU, chef du village de Tovégan	200 frs.
SOHOU, chef du canton de Mission-Tové	200 —
SEDJRO, chef du canton d'Agouévé	200 —
AKLASSOU, chef du canton de Bè	300 —
TOFFA, chef du canton d'Abobo	100 —
ADADO, chef du village de Baguida	300 —
ALAKPA, chef du canton de Noépé	300 —
AKOUTSA, chef du village de Badja	200 —
AHIALE, chef du canton de Lébé	200 —
AVEKO, chef du village d'Agnron	150 —
GANAVOU, chef du canton de Bagbé	150 —
APÉTI, chef du canton de Dékpo	100 —
DAVOUI, chef du village d'Ati	200 —
DORKENOU, chef du canton d'Aképé	300 —
SEMEKONON, chef du village d'Aflao-Gakli	200 —
AKAKPO, chef du canton de Gamé	300 —
AKAKPO BABA, chef du canton de Gapé	200 —
HALO, chef du canton de Dalavé	100 —
MAGLO, chef du canton de Davié	200 —
PASSAH, chef du canton de Tsévié	200 —

KODOGUI, chef du village d'Agbélouvhé . . .	200 frs.
AGBOZO, chef du canton de Bolou . . .	200 —
TEVI TOHY, chef du canton d'Adagbé . . .	100 —
TOGBE. AGBA, chef du canton de Gati . . .	200 —
AVOUGLÁ, chef du canton de Gblainvie . . .	100 —
AKPAKA, chef du canton d'Assomé . . .	300 —
ATIATOMÉ, chef du village de Gapé . . .	100 —
MAGLO, chef du canton d'Agbatopé . . .	300 —

Cercle d'Anécho :

KALIPÉ, chef du village de Vogan . . .	4.000 frs.
VIAGBO, chef du village de Tabligbo . . .	1.000 —
AGBANON II, chef du village de Glidji . . .	2.000 —
KAGNI, chef du village d'Anfouin . . .	500 —
AMOUSSOUVI, chef du village d'Aklakougan . . .	500 —
AGBEZOUHLON, chef du village d'Attitogon . . .	800 —
LASSEY SMARTH, chef du village de Porto-Ségué . . .	2.000 —

Cercle de Klouto :

AGBOKOU, chef du canton de Kpélé . . .	800 frs.
TSALLY, chef du canton d'Agomé . . .	600 —
AMEGO GABLA, chef du canton de Gadjá . . .	500 —
BOKO TETE, chef du canton d'Agotimé . . .	400 —
DOM ADAYI, chef du canton de Kuma . . .	350 —
HINI KLUTSE, chef du canton de Dayé-Kakpa . . .	350 —
KUDOADJI, chef du canton d'Agukebu . . .	250 —
KOFFI PEBI, chef du canton d'Agu-Nyongbo . . .	250 —
AGBO ETSE, chef du canton de Tové . . .	200 —
KOMASSI FRITZ, chef du canton d'Aguibo . . .	200 —
ADASSU, chef du canton d'Akata . . .	200 —
BAGA YAWO, chef du canton de Lawie . . .	200 —
EKLU Emile, chef du canton d'Haingba . . .	200 —
GASSU, chef du canton de Bogo Achlo . . .	220 —
FIA KOFFI APETOKPUI, chef du village de Palimé . . .	300 —
KOKOVENA, chef du village de Kpodji . . .	200 —

Cercle d'Atakpamé :

COMEDIAN, chef du canton de Nuatja . . .	1.200 frs.
ATCHIKITI, chef du canton d'Atakpamé-Niania . . .	1.000 —

IHOU ATTIGBE, chef du canton de l'Akpos-so-Sud . . .	800 frs.
FRICO, chef du canton de l'Akposso-Nord . . .	500 —
ANONENE, chef du canton de l'Akébou . . .	400 —
OUNTCHOU, chef du canton d'Atakpamé-Djama . . .	250 —
AOKOUTCHE, chef du canton d'Atakpamé-Woudou . . .	250 —
AFOCE, chef du canton de Kpéssi . . .	500 —

Cercle de Sokodé :

TIAGODEMOU, chef supérieur des Cotocolis . . .	1.200 frs.
PALANGA, chef supérieur des Cabrais . . .	700 —
BANTE, chef du canton de Bassari . . .	300 —
TAKASSI, chef du canton de Kabou . . .	300 —
ISSAKA, chef du canton de Tchamba . . .	500 —
BANGANA, chef du canton de Bafilo . . .	300 —
BANGANA ASSANTE, chef du canton de Krikri . . .	200 —
DJIOUA, chef du canton de Kodjene . . .	200 —
YERIMA, chef du canton de Dako . . .	200 —
ASSI, chef du canton de Pjia . . .	100 —
MOUSSA TIALIMAN, Iman de Dedaure . . .	200 —

Cercle de Mango :

TIEM YENDABRE, chef de Pana, chef supérieur des Gourmas . . .	1.000 frs.
LARE, chef de Bogou, chef supérieur des Mobas . . .	700 —
GATZARO, chef de Kande, chef supérieur des Lambas . . .	800 —
NAMBIEMA, chef du canton de Mango . . .	900 —
PATEFAO, chef du canton de Bidjenga . . .	500 —
SAMBIANI, chef du canton de Bombouaka . . .	500 —
KOLANI LARÉ, chef du canton de Nana . . .	500 —
KOMBATE YENTIABRE, chef du canton de Dapango . . .	300 —

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 mars 1934.

L. PÊTRE.

Rôles primitifs

Par arrêté du :

28 mars 1934. — Sont approuvés et rendus exécutoires divers rôles primitifs afférents à l'exercice 1934 dont détail ci-après :

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT	PRINCIPAL	CENTIMES ADDITIONNELS à la Commune Mixte	TOTAL
86	Lomé (C. Mixte)	Impôt personnel et taxe additionnelle	42.357,00	1.014,00	43.371,00
87	Atakpamé	—	—	—	12.078,75
88	—	—	—	—	1.410,75
89	Sokodé	—	—	—	5.010,50

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT	PRINCIPAL	CENTIMES ADDITIONNELS à la Commune mixte	TOTAL
90	Lomé (Tsévié)	Impôt pers. sur les indigènes . . .	—	—	2.730,00
91	—	—	—	—	203.680,00
92	Sokodé	—	—	—	12.450,00
93	Lomé (C. Mixte)	Rachat prestations européennes . .	—	—	3.540,00
94	Atakpamé	—	—	—	1.620,00
95	—	—	—	—	144,00
96	Sokodé	—	—	—	24,00
97	—	—	—	—	540,00
98	Lomé (Tsévié)	Rachat prest. sur les indigènes . .	—	—	702,00
99	—	—	—	—	157.140,00
100	Atakpamé	—	—	—	3.978,00
101	Sokodé	—	—	—	978,00
102	Lomé (C. Mixte)	Impôt sur propriétés bâties européennes	7.380,00	738,00	8.118,00
103	—	—	16.364,80	1.636,48	18.001,28
104	—	Impôt sur propriétés non bâties . .	60,00	6,00	66,00
105	—	—	5.276,50	527,65	5.804,15
106	Sokodé (Bassari)	—	—	—	2,00
107	—	—	—	—	1,80
108	Lomé (C. Mixte)	Taxe d'hygiène	—	—	5.460,00
109	Atakpamé	—	—	—	2.170,00
110	Sokodé	—	—	—	280,00
111	—	—	—	—	630,00
112	Lomé (Tsévié)	Taxe A. M. I.	—	—	122.208,00
113	—	—	—	—	1.365,00
114	Atakpamé	—	—	—	8.195,00
115	—	—	—	—	242.420,00
116	—	—	—	—	560,00
117	Sokodé	—	—	—	6.225,00

La date de mise en recouvrement est fixée au 5 avril 1934.

Libération conditionnelle

ARRETE N° 183 prononçant libération conditionnelle.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

● Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 août 1885 sur les moyens de prévenir la récidive et sur les conditions d'intervention de la libération conditionnelle;

Vu l'article 15 du décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo;

Vu les avis formulés par le commandant de cercle de Mango et le procureur de la République;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au détenu Bodjo Gaston, né à Abidjan (Côte-d'Ivoire), condamné à 13 ans de

prison par jugements des 10 et 24 décembre 1923, 12 et 23 janvier, 23 février 1924, 17 novembre 1926 du tribunal de cercle de Lomé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 mars 1934.

L. PÊTRE.

Conseil d'administration

ARRETE N° 186 portant nomination de membres du conseil d'administration.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 6 mars 1923, réorganisant le conseil d'administration et le conseil de contentieux du Territoire;

Vu les arrêtés des 22 juin et 12 octobre 1933 portant nomination de membres titulaires et suppléants du conseil d'administration;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont renouvelés pour une nouvelle période de deux années, pour compter du 16 octobre 1933, les mandats des membres non-fonctionnaires ci-après du conseil d'administration du Togo:

M.M. BARETTE Jacques, citoyen français, membre titulaire,

Félicio DE SOUZA, ressortissant français, membre suppléant.

ART. 2. — M. CURTAT Georges, agent de la compagnie Générale du Golfe de Guinée, est nommé membre suppléant du conseil d'administration, en remplacement de M. GAZEL qui a quitté le Territoire.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 mars 1934.

L. PÊTRE.

Démolitions d'immeuble

ARRETE N° 188 portant obligation de démolition d'un immeuble reconnu dangereux pour la sécurité et l'hygiène publiques.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 11 novembre 1929 sur la protection de la santé publique au Togo;

Vu l'arrêté du 16 mai 1931 édictant des mesures d'urbanisme et d'hygiène pour la ville de Lomé;

Vu l'arrêté du 23 octobre 1933 fixant les mesures d'ordre général et permanent à appliquer en vue de prévenir l'écllosion du typhus amaryl au Togo;

Vu le procès-verbal de la commission municipale d'hygiène de la commune-mixte de Lomé, en date du 15 mars 1934;

Sur la proposition de l'administrateur-maire de Lomé, commandant le cercle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La construction en bois à l'usage d'habitation sise sur le terrain faisant l'objet du titre foncier n° 357 de la ville de Lomé, limité à l'ouest par la rue de la mission, au nord et à l'est par la route d'Anécho, au sud par le rivage de la mer, est reconnue dangereuse pour la sécurité et l'hygiène publiques.

ART. 2. — La mission catholique, propriétaire, devra faire procéder à sa démolition dans le délai de trois mois, à compter de la date du présent arrêté.

En cas de non exécution, il sera procédé d'office à cette démolition conformément aux dispositions de l'article 2. de l'arrêté sus-visé du 16 mai 1931.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 mars 1934.

L. PÊTRE.

Télégrammes à tarif réduit

ARRETE N° 192 portant création d'un service de télégrammes à tarif réduit différés (L. C.) et de télégrammes D. L. T. à tarif réduit et remise retardée par la voie T. S. F. dans les relations avec les colonies du groupe de l'Afrique occidentale française.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 26 mai 1930 ouvrant la station de T. S. F. de Lomé au trafic des télégrammes de et pour les colonies du groupe de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 18 mai 1930 étendant aux relations franco-coloniales et intercoloniales le service des télégrammes D. L. T.;

Vu la D. M. n° 42 du 9 janvier 1934 du ministre des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les bureaux de poste du Togo sont autorisés à accepter, à compter du 1^{er} mai 1934 les télégrammes spéciaux à tarif réduit différés (L. C.) et à tarif réduit et remise retardée D. L. T. par la voie de T. S. F. à destination des colonies de l'Afrique occidentale française.

ART. 2. — La taxe à appliquer est égale :

Pour les télégrammes différés L. C. à 50 %.

Pour les télégrammes D. L. T. au tiers de la taxe au mot d'un télégramme privé ordinaire à plein tarif pour la même destination et par la même voie.

ART. 3. — Le minimum de perception est fixé à 25 mots pour les télégrammes D. L. T.

ART. 4. — Ces télégrammes seront acheminés par la station de T. S. F. de Lomé.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 avril 1934.

L. PÊTRE.

Nomination d'assesseur

ARRETE N° 194 nommant un assesseur indigène près du tribunal de 1^{er} degré d'Atakpamé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo;

Vu l'arrêté n° 541 du 30 septembre 1933 désignant les assesseurs près les juridictions indigènes du Togo;

Sur la proposition de l'administrateur, commandant le cercle d'Atakpamé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est nommé assesseur près le tribunal du 1^{er} degré d'Atakpamé :

KADA GBONGBON NEHO, chef d'Aghodougbe, coutume Cabrais-Losso, en remplacement de : KPATAPATE NASSOUMPE, décédé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 avril 1934.

L. PÊTRE.

NOMINATIONS, MUTATIONS, ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

PERSONNEL EUROPÉEN**Nominations**

Par arrêté du :

31 mars 1934. — M. DEBAX René chef de service de 2^e classe du trésor est agréé dans le cadre local de la trésorerie du Togo en qualité de commis principal de 1^{re} classe pour compter du 2 février 1934, date de sa mise à la disposition du département des colonies.

Par décision du :

31 mars 1934. — M. PRADIER François payeur de 2^e classe de la trésorerie du Togo est agréé comme premier fondé de pouvoir en remplacement de M. BOUSQUET remis à la disposition de son administration d'origine.

M. PRADIER aura droit en cette qualité aux indemnités prévues par le décret du 6 août 1921 et l'arrêté interministériel du 29 janvier 1929.

M. DEBAX René commis principal de 1^{re} classe de la trésorerie du Togo est agréé comme 2^e fondé de pouvoir.

M. DEBAX aura droit à l'indemnité de fonctions prévue par l'arrêté interministériel du 29 janvier 1929.

Reliquat services militaires

Par arrêté du :

28 mars 1934. — Un reliquat de services militaires de 1 mois 12 jours est conservé dans son emploi actuel à M. CHAUTARD Emile, adjoint de 2^e classe des services civils du Togo.

Affectations

Par décision du :

20 mars 1934. — Les instituteurs dont les noms suivent sont chargés, pendant l'année scolaire 1934, des cours de perfectionnement hebdomadaires institués par le circulaire du 24 septembre 1925.

Cercle de Lomé. — M. KUTSCHENRITTER, directeur du centre scolaire de Lomé.

Cercle d'Anécho. — M. SIRO, directeur du centre scolaire d'Anécho.

Cercle de Klouto. — M. MATHIEU, directeur du centre scolaire de Palimé.

Cercle de Sokodé. — M. COMBES, directeur du centre scolaire de Sokodé.

Cercle de Mango. — M. CHAMPION, directeur du centre scolaire de Mango.

Ces fonctionnaires auront droit à l'indemnité prévue par l'arrêté du 20 mai 1933.

Par arrêté du :

27 mars 1933. — M. ESTASSY, ingénieur de 4^e classe du cadre général des travaux publics des colonies, est nommé chef de service par intérim des travaux publics du Togo, en remplacement de M. COSTARRAMONE, ingénieur en chef des travaux publics, titulaire d'un congé de convalescence de 6 mois.

M. ESTASSY qui remplira les fonctions d'ingénieur chef du contrôle de la compagnie d'électricité, est chargé en outre de l'inspection des établissements classés, de l'examen des permis de conduire et de la réception des véhicules automobiles.

Il aura droit aux indemnités afférentes à ces fonctions, prévues par l'arrêté du 20 mai 1933, modifié par arrêté du 27 octobre 1933.

Il prêterait serment, en tant qu'inspecteur des établissements classés, devant le tribunal de 1^{re} instance de Lomé.

Par décisions des :

27 mars 1933. — M. SANSON, administrateur-adjoint de 3^e classe des colonies, précédemment chef de la section de liquidation des travaux neufs du chemin de fer, est nommé adjoint au commandant de cercle d'Atakpamé.

Il remplira les fonctions de président du tribunal du 1^{er} degré.

M. SANSON aura droit aux indemnités prévues par l'arrêté du 20 décembre 1929.

M. ARTAXE Albert, agent comptable contractuel des chemins de fer du Togo, est mis à la disposition de l'inspecteur des affaires administratives, chef du secrétariat général.

28 mars 1934. — M. MOAL Henry, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, est nommé adjoint à l'administrateur en chef des colonies commandant le cercle de Lomé, administrateur-maire de la commune-mixte, en remplacement de M. NATIVEL, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies qui demeure chef de la subdivision de Lomé et président du tribunal du 1^{er} degré.

Ces fonctionnaires auront droit :

1^{er} — M. MOAL aux indemnités prévues par l'arrêté du 20 décembre 1929;

2^e — M. NATIVEL aux indemnités prévues par les arrêtés des 20 décembre 1929 et 20 mai 1933.

M. DEBAX René, chef de service de 2^e classe du trésor, attendu à Lomé par s/s *Foucauld* vers le 29 mars 1934, est mis à la disposition du trésorier-payeur.

31 mars 1934. — M. le médecin-lieutenant JOURNE, en service à Lomé, est nommé médecin chef de la circonscription sanitaire d'Anécho, en remplacement du médecin commandant CHENEVEAU rapatriable.

Il sera en outre chargé de la visite des fonctionnaires, du service d'assistance médicale, du service d'hygiène et de police sanitaire et de l'inspection des viandes de boucherie.

Le médecin-lieutenant JOURNE, médecin chef de la circonscription sanitaire d'Anécho, est chargé du service sanitaire de la voie ferrée en exploitation dans ce cercle.

Il aura droit, en ces qualités, aux indemnités prévues par l'arrêté du 20 mai 1933.

Le médecin-lieutenant JOURNE, médecin chef de la circonscription sanitaire d'Anécho, est chargé d'assurer le fonctionnement du bureau de démographie du Territoire.

Le médecin-lieutenant JOURNE, médecin-chef de la circonscription sanitaire d'Anécho, est nommé agent de la santé à Anécho, en remplacement de M. le médecin commandant CHENEVEAU rapatriable.

M. le médecin-lieutenant LUTZ, médecin chef de la subdivision sanitaire de Bassari, est affecté à l'hôpital de Lomé.

Congés et passages

Par décisions des :

27 mars 1934. — Un congé administratif de 6 mois pour en jouir à Berry-au-Bac (Aisne) est accordé à M. BARBIER Edmond, chef surveillant après 2 ans des travaux publics de l'A. O. F. qui compte 24 mois 10 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France en 2^e classe, 3^e catégorie lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme et ses deux enfants âgés de 5 et 3 ans sur le paquebot *Asie* attendu à Lomé vers le 24 avril 1934.

Un congé administratif de 7 mois pour en jouir à Grenade sur Garonne (Hte-Garonne) est accordé à M. GAILLAGUET Jules, conducteur principal de 2^e classe du cadre local des travaux agricoles du Togo qui compte 28 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France en 2^e classe, 3^e catégorie lui est en outre délivré sur le paquebot *Asie* attendu à Lomé vers le 24 avril 1934.

Une réquisition de passage Lomé-Bordeaux, en 2^e classe, sur s/s *Asie*, attendu à Lomé vers le 24 avril 1934, est accordée à M. BERSON, chef sondeur contractuel, pour se rendre à Paris.

Un congé de fin de contrat de 7 mois, pour en jouir à Dijon (Côte d'Or) 17 bis chemin des Carrières, est accordé à M. VONIN, ingénieur chef d'atelier contractuel.

M. VONIN est autorisé à s'arrêter à Port-Bouet (Côte d'Ivoire).

28 mars 1934. — Une réquisition de passage, en 1^{re} classe 2^e catégorie, de Lomé à Bordeaux, est accordée à madame MOURAGUES, ainsi qu'à sa fille âgée de 6 mois, famille d'un administrateur-adjoint des colonies, sur le paquebot *Asie*, attendu à Lomé vers le 24 avril 1934, pour se rendre au domaine de Fontarabie, Lizac (Tarn et Garonne).

Un congé de convalescence de 6 mois pour en jouir 8, rue du Parc à Clichy (Seine) est accordé à M. LE THUAUT, instituteur supérieur après 4 ans du cadre de l'A. O. F.

Un passage pour la France lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme en 1^{re} classe 2^e catégorie sur le paquebot *Touareg* attendu à Lomé vers le 1^{er} avril 1934.

4 avril 1934. — Un congé administratif de 7 mois pour en jouir à Sorgues-Sur-l'Ouvèze (Vaucluse) est accordé à M. HORARD Léon, chef ouvrier d'art hors classe des travaux publics du Togo qui compte 28 mois 19 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France en 1^{re} classe 2^e catégorie lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme sur le paquebot *Hoggar* attendu à Lomé vers le 29 avril 1934.

Indemnités

Par décisions des :

24 mars 1934. — L'administrateur-adjoint des colonies ROCHE, chef de la subdivision administrative de Bassari (cercle de Sokodé) est autorisé à utiliser sa voiture automobile personnelle pour les besoins du service.

M. ROCHE, propriétaire d'une voiture Overland Whippet de 14 C. V. aura droit à une indemnité de 1 fr. 10 par kilomètre parcouru suivant les dispositions de l'arrêté n° 92 du 14 février 1934.

27 mars 1934. — M. ROBIN, ingénieur adjoint des travaux de l'agriculture est autorisé à utiliser sa voiture automobile personnelle pour les besoins de service.

M. ROBIN, propriétaire d'une voiture automobile de marque « Citroën » puissance 9 C. V. aura droit à une indemnité 0 fr. 90 par kilomètre parcouru suivant les dispositions de l'arrêté n° 92 du 14 février 1934.

4 avril 1934. — Le surveillant principal des travaux publics, MASSON Georges en service à Kouméa (cercle de Sokodé) est autorisé à utiliser sa voiture automobile personnelle pour les besoins de service.

M. MASSON Georges, propriétaire d'une voiture Citroën de 10 C. V. aura droit à une indemnité de 1 franc par kilomètre parcouru suivant les dispositions de l'arrêté n° 92 du 14 février 1934.

4 avril 1934. — L'administrateur des colonies ROUSSEL chef de la subdivision administrative de Lama-Kara (cercle de Sokodé) est autorisé à utiliser sa voiture automobile personnelle pour les besoins du service.

M. ROUSSEL, propriétaire d'une voiture Ford 19 C. V. aura droit à une indemnité de 1 fr. 10 par kilomètre parcouru suivant les dispositions de l'arrêté n° 92 du 14 février 1934.

Le bénéfice de l'indemnité représentative fixe de transport de 10 francs par mois, prévue par l'arrêté du 14 février 1934 est accordé à M. GINET Henri, inspecteur de police stagiaire.

Gratification

Par arrêté du :

22 mars 1934. — Une gratification de six mille francs, est accordée à M. COSTARRANONE, ingénieur en chef, chef du service des travaux publics.

Témoignage de satisfaction

Par décision du :

4 avril 1934. — Un témoignage officiel de satisfaction est accordé à M. le médecin commandant CBENEVEAU, médecin-chef de la circonscription sanitaire d'Anécho, pour l'activité, l'énergie et la compétence exceptionnelles qu'il a montrées, en organisant les services d'assistance médicale et d'hygiène du cercle avec un soin, une autorité et une méthode remarquables.

Secours

Par décisions des :

28 mars 1934. — Un secours de mille deux cents francs (1.200 frs.) est alloué à M. REMY Alfred, ouvrier

d'art au chemin de fer, à titre de remboursement partiel des frais de maladie supportés pendant son congé.

Un secours de quatre mille quatre cents francs est accordé à Madame Henry BENOÎT, veuve d'un adjoint des services civils décédé au Togo.

PERSONNEL INDIGÈNE

Nominations

Par décisions des :

20 mars 1934. — Est agréé en qualité de garde-frontière stagiaire à compter du 1^{er} avril 1934, le nommé : BINOGDO N'TABOU.

22 mars 1934. — Est engagée en qualité d'infirmière auxiliaire M^{me} MARTINE BLANC en remplacement de l'infirmière visiteuse contractuelle Eunice AQUEREBURU licenciée et non remplacée.

Elle aura droit, en cette qualité, à une solde mensuelle de deux cents francs (200 frs.) et sera mise à la disposition du chef du service de santé.

27 mars 1934. — Le nommé DOKOUH NAGBÉ Eloï, est engagé en qualité de commis auxiliaire, à une rémunération mensuelle de 200 francs, à compter du 1^{er} mars 1934, et mis à la disposition du commandant de cercle de Sokodé.

28 mars 1934. — Le nommé DJONDO Thomas est engagé en qualité d'infirmier-vétérinaire auxiliaire pour être affecté au cercle de Mango.

Toutefois l'intéressé effectuera un stage de 2 mois à l'inspection vétérinaire à Lomé.

Il recevra une rémunération mensuelle de cent quatre vingts francs (180 francs).

Titularisation

Par arrêté du :

22 mars 1934. — Le commis-expéditionnaire auxiliaire de 2^e échelon GBEDEY KOUAKOU Théophile, en service à la direction des services des chemins de fer et du wharf, est titularisé dans son emploi en qualité de commis-expéditionnaire de 8^e classe, pour compter du 1^{er} avril 1934.

Sanctions disciplinaires

Par arrêtés des :

31 mars 1934. — Le garde-frontière de 2^e classe APLOGAN ZINSOU, est rétrogradé à la 3^e classe de son grade pour ivresse et scandale sur la voie publique.

3 avril 1934. — Le garde-frontière de 2^e classe KOISSAN N'GAMA, est révoqué de son emploi pour actes d'indiscipline répétés et mauvaise manière habituelle de servir.

Licenciement

Par arrêté du :

27 mars 1934. — Le commis-expéditionnaire auxiliaire (2^e échelon) DOKOUH NAGBÉ Eloi, en service au cercle de Sokodé, est licencié de son emploi à compter du 1^{er} mars 1934, pour inaptitude dactylographique.

Suspension de fonctions

Par décision du :

24 mars 1934. — La sage-femme auxiliaire de 3^e classe du cadre de l'A. O. F. d'ALMEIDA Christine, est provisoirement suspendue de ses fonctions pour compter du 23 mars 1934.

Privation de solde

Par décision du :

24 mars 1934. — Le mécanicien de 2^e classe COLE Alex du cadre local indigène des services du chemin de fer et du wharf, en service à la traction, qui s'est placé dans la situation d'absence irrégulière du 1^{er} au 14 mars 1934, est privé de la solde pendant cette période, dans les conditions fixées par les articles 16 et 18 de l'arrêté du 23 juin 1928 et par les articles 111 et 136 du décret du 2 mars 1910 sur la solde.

Affectations

Par décisions des :

20 mars 1934. — L'infirmier de 5^e classe YAOTCHA Marcelin, en service à Mango et provisoirement détaché à la polyclinique de Lomé, est affecté à Atakpamé en remplacement de l'infirmier de 4^e classe MACAULY MOUSSE, révoqué et non remplacé.

22 mars 1934. — Le commis-expéditionnaire de 8^e classe LAWSON Simon, en service au secrétariat général, est mis à la disposition du commandant de cercle de Sokodé, en remplacement du commis-expéditionnaire de 5^e classe KOUÉ Hermann.

Le commis-expéditionnaire de 5^e classe KOUÉ Hermann, du cercle de Sokodé, actuellement en congé, est affecté au secrétariat général (bureau du matériel).

Les frais de déplacement et de transport demeureront entièrement à la charge des intéressés.

24 mars 1934. — Le surveillant auxiliaire de 1^{re} classe des P. T. T. NANDOMA CODJO, dont le congé expire le 31 mars 1934 est mis à la disposition de M. JALLAIS,

chef surveillant des P. T. T. de l'A. O. F. pendant toute la durée des travaux de réfection de la ligne Lomé-Palimé.

4 avril 1934. — Le brigadier-chef d'hygiène de 1^{re} classe VIOTAY François, en service à Sokodé, est affecté à Anécho en remplacement du garde de 1^{re} classe MOUSSA KÉITA.

Le garde d'hygiène de 1^{re} classe MOUSSA KÉITA, en service à Anécho, est affecté à Sokodé en remplacement du brigadier-chef de 1^{re} classe VIOTAY.

Le garde d'hygiène de 3^e classe CATARIA SANVEE Joseph, provisoirement affecté à Sokodé par décision n° 1.026 du 23 décembre 1933, est remis à la disposition du service d'hygiène de la ville de Lomé.

Congés

Par décisions des :

20 mars 1934. — Un congé de 45 jours, avec traitement, du 1^{er} avril au 15 mai 1934 inclus, est accordé à l'ouvrier de 6^e classe des travaux publics MOÏSE KODJO, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

22 mars 1934. — Une permission de 90 jours, avec traitement, valable du 25 mars au 22 juin 1934 inclus, est accordée à titre exceptionnel, pour les années 1933 et 1934, dans les conditions du paragraphe 6 de l'article 21 de l'arrêté du 17 mai 1922 susvisé, à la sage-femme auxiliaire de 2^e classe de l'A. O. F. LINGUE Sophie, pour en jouir à Palimé et au Dahomey.

Un congé de 15 jours, avec traitement, du 11 au 25 avril 1934 inclus, est accordé au garde-frontière de 1^{re} classe GUSTAVE LAWSON, en service au poste des douanes de Ségbé, pour en jouir à Glidji (cercle d'Anécho).

Une permission de 5 jours, avec traitement, du 3 au 7 avril 1934 inclus, est accordée au commis-expéditionnaire de 4^e classe LASSEY COMBEVI REINHOLD, en service au secrétariat général (bureau des finances), pour en jouir au Territoire.

27 mars 1934. — Une permission de 8 jours, avec traitement, du 5 au 12 avril 1934 inclus, est accordée à l'infirmier de 5^e classe PLO A. ALBERT, en service à Lomé, pour en jouir à Kpadapé (cercle de Klouto).

Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 15 avril au 14 mai 1934 inclus, à l'infirmier de 4^e classe HOUNTON K. André, en service à Dadja (cercle d'Atakpamé), pour en jouir au Dahomey;

30 jours, du 1^{er} au 30 avril 1934 inclus, au garde d'hygiène de 3^e classe FRANCIS J. HOPE, en service à Lomé, pour en jouir à Adangbé (cercle de Lomé);

30 jours, du 1^{er} au 30 avril 1934 inclus, à l'ouvrier de 8^e classe des chemins de fer MENSAN Sylvestre, en service à Lomé, pour en jouir à Anécho.

Sont accordés, avec traitement, des congés de :

45 jours, du 10 avril au 24 mai 1934 inclus, au commis-expéditionnaire de 3^e classe AITHNARD André Paulin, en service à Atakpamé, pour en jouir à Anécho;

30 jours, du 1^{er} au 30 avril 1934 inclus, au commis des P. T. T. de 8^e classe EMILE ZUPITZER, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire;

30 jours, du 2 avril au 1^{er} mai 1934 inclus, au facteur de 3^e classe des P. T. T. JOSEPH ZOBIAKI, en service à Atakpamé pour en jouir à Anécho;

30 jours, du 1^{er} au 30 avril 1934 inclus, au surveillant auxiliaire de 3^e classe des P. T. T. KOUNAKE Eugène, en service à Lomé, pour en jouir à Agbanakin (cercle d'Anécho);

60 jours, du 10 avril au 8 juin 1934 inclus, au chef d'équipe de 1^{re} classe PETER AVIVI, en service à Anié, pour en jouir au Territoire;

60 jours, du 15 avril au 13 juin 1934 inclus, au chef d'équipe de 7^e classe KOWU AGBOKU, en service à Akaba, pour en jouir à Baguida.

28 mars 1934. — Un congé de 90 jours, avec traitement, du 1^{er} avril au 29 juin 1934 inclus, est accordé à l'aide-médecin de 6^e classe DE SOUZA Etienne, en service à Palimé pour en jouir au Territoire.

Un congé de 45 jours, avec traitement, du 1^{er} avril au 15 mai 1934 inclus, est accordé à l'ouvrier de 6^e classe des chemins de fer AKAKPO John, en service au wharf, pour en jouir à Anécho.

31 mars 1934. — Sont accordés, avec traitement, des congés de : 30 jours, du 3 avril au 2 mai 1934 inclus, au commis-expéditionnaire principal de 5^e classe GBEDEV Robert, en service au cabinet, pour en jouir à Lomé;

30 jours, du 3 avril au 2 mai 1934 inclus, à l'ouvrier de 7^e classe des chemins de fer MENSAN Aron, en service à Lomé pour en jouir à Anécho.

Un congé de deux mois, pour affaires personnelles, sans solde, du 4 avril au 4 juin 1934 inclus, est accordé à Mme Justine AKIBODÉ, née D'ALMEIDA, commis d'administration de 8^e classe, conformément à l'article 22 de l'arrêté du 24 mars 1934, pour en jouir à Cotonou (Dahoméy).

4 avril 1934. — Une prolongation de congé pour maladie de 30 jours, avec traitement, du 22 mars au

20 avril 1934 inclus, est accordée au moniteur de 5^e classe de l'enseignement LAWSON LATÉ Robert, en service à l'école régionale d'Atakpamé, pour en jouir à Anécho.

ERRATUM à la décision du 19 février 1934.

Au lieu de :

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 1^{er} au 30 mars 1934 inclus, est accordé à l'infirmier de 5^e classe Louis Alfred :

Lire :

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 15 mars au 13 avril 1934 inclus, est accordé à l'infirmier de 5^e classe Louis Alfred.

ERRATUM à la décision du 20 février 1934 accordant congé.

Au lieu de :

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 1^{er} au 30 mars 1934 inclus, est accordé au commis-expéditionnaire de 6^e classe VALLABREGUE Robert.

Lire :

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 15 mars au 13 avril 1934 inclus, est accordé au commis-expéditionnaire de 6^e classe VALLABREGUE Robert.

Indemnité

Par décision du :

4 avril 1934. — Le bénéfice de l'indemnité représentative fixe de transport de 10 francs par mois est accordée aux agents du service de police et de sûreté dont les noms suivent :

CHARLES AKPOKLI FOLIVI, inspecteur auxiliaire de police stagiaire;

AHAMADAH Jérôme, interprète de 2^e classe;

TIAMA II, garde de 2^e classe.

Remboursement

Par arrêté du :

28 mars 1934. — Est accordé à l'instituteur-adjoint JOHNSON Romuald, le remboursement de la somme de quatre cents (400) francs pour frais de transport du moniteur LAWSON Robert LATÉ d'Atakpamé à Anécho.

Gratification

Par décision du :

20 mars 1934. — Une gratification de 100 (cent) francs est accordée au commis des douanes PREUSS Georges, pour travaux exceptionnels.

Reclassement

TABLEAU portant reclassement des agents stagiaires, surnuméraires et auxiliaires d'après l'arrêté de réorganisation du 24 mars 1934 et l'arrêté du 31 janvier 1934 fixant à nouveau les soldes et la hiérarchie des cadres locaux indigènes.

NOMS ET PRÉNOMS	DÉNOMINATION		DATE POUR RECLASSEMENT	SOLDE	OBSERVATIONS	
	ANCIENNE	NOUVELLE				
Commis d'administration						
HOUESSOU C. Jean	Commis-expéd. auxil. 1 ^{er} échelon	Commis d'administra- tion stag. 2 ^e échelon	1 ^{er} Avril 1933	4.400	Les commis expéditionnai- res sont reclas- sés commis d'administra- tion aux mêmes grade et classe et conservent leur ancienneté.	
ETE Sylvain	—	—	10 Mai 1933	4.400		
BOHN Joseph	—	—	11 Juin 1933	4.400		
ATAYI Jonathan	—	—	1 ^{er} Janv. 1934	4.400		
BAKAR Christophe	—	—	1 ^{er} Janv. 1934	4.400		
MENSAH Samuel	—	—	1 ^{er} Janv. 1934	4.400		
Interprètes						
MEATCHI ALBALA	Interprète auxiliaire 2 ^e échelon	Interprète stagiaire 2 ^e échelon	1 ^{er} Janv. 1934	4.400		
P. T. T.						
AKO Augustin	Surnuméraire auxi- liaire 2 ^e échelon	Surnuméraire stagiai- re 2 ^e échelon	15 Déc. 1933	4.400		
BOCCOVI Jean	—	—	1 ^{er} Févr. 1934	4.400		
Préposés des douanes						
DANIKEY Raphaël	Préposé stagiaire	Préposé stagiaire 2 ^e échelon	31 Janv. 1934	4.400		
Police et sûreté						
AKPOKLI Charles	Inspecteur auxil. de police de 8 ^e cl. stag.	Inspecteur auxiliaire stagiaire 1 ^{er} échelon	22 Avril 1933	4.200		
COMLAN Georges	—	—	22 Avril 1933	4.200		
COMLAN Paulin	—	—	22 Avril 1933	4.200		
FUMÉY Gabriel	—	—	22 Avril 1933	4.200		
BRUCE C. KOMLAVI	—	—	10 Août 1933	4.200		
ADOTE N. Jacob	—	—	10 Août 1933	4.200		
Tchaborom Honoré Niani	—	—	10 Août 1933	4.200		

Les agents autres que ceux indiqués ci-dessus sont automatiquement reclassés avec leur ancienneté au traitement correspondant au grade et à la classe dont ils sont titulaires.

Lomé, le 10 avril 1934.

Le Commissaire de la République p. i.

PÊTRE.

FORCES DE POLICE

Par arrêté du :

22 mars 1934. — Est nommé adjudant pour compter du 1^{er} avril 1934 (prise de rang et droit à la solde compris), le brigadier-chef de 1^{re} classe TANOGA, N° Mle 392, du détachement de police Lomé, inscrit n° 1 au tableau d'avancement pour 1934.

1^{re} — Compagnie de milice :

Nominations

Par arrêté du :

31 mars 1934. — Sont nommés miliciens de 1^{re} classe pour compter du 1^{er} avril 1934 :

BABA KANTÉ, milicien de 2^e classe Mle M/227, de la compagnie de milice Lomé.

BABA KÉITA, milicien de 2^e classe Mle M/322, de la compagnie de milice Lomé.

SAKPANA, milicien de 2^e classe Mle M/39, de la compagnie de milice Lomé.

AMADOU, milicien de 2^e classe Mle M/253, de la compagnie de milice Lomé.

ZINSOU, milicien de 2^e classe Mle M/298, de la compagnie de milice Lomé.

HENOU, milicien de 2^e classe Mle M/254, de la 4^e section Anécho.

SALOU BOULALA, milicien de 2^e classe Mle M/356, de la 4^e section Anécho.

KODJOVI François, milicien de 2^e classe Mle M/261, de la 4^e section Anécho.

Permissions

Une permission de 30 jours avec solde de présence est accordée à chacun des miliciens dont les noms suivent :

BAMA, sergent, Mle M/197, de la 4^e section Anécho, accompagné de sa femme & 2 enfants pour en jouir à Sadj (Sokodé).

DIONI, caporal, Mle M/2, de la 4^e section Anécho, accompagné de sa femme & 3 enfants pour en jouir à Ténég (Sokodé).

KOMOU, caporal, Mle M/52, de la 4^e section Anécho, accompagné de sa femme & 2 enfants pour en jouir à Kandé (Mango).

ATTIKPOE Ambroise, milicien de 2^e classe Mle M/266, de la compagnie de milice Lomé pour en jouir à Palimé.

Les miliciens ci-dessus ont droit au transport dans les conditions définies par les arrêtés N° 416 et 28 des 4 octobre 1926 et 17 janvier 1927.

Mutations

Sont admis pour compter du 1^{er} avril 1934 à passer dans la garde indigène et rayés des contrôles de la compagnie de milice au dit jour, les gradés et miliciens dont les noms suivent :

DIONI, caporal, Mle M/2, de la 4^e section Anécho.

N'BANGOU, milicien 1^{re} classe Mle M/124, de la 4^e section Anécho.

HENOU, milicien 1^{re} classe Mle M/254, de la 4^e section Anécho.

SALOU BOULALA, milicien 1^{re} classe Mle M/356, de la 4^e section Anécho.

KODJOVI François, milicien 1^{re} classe Mle M/261, de la 4^e section Anécho.

MAMADOU, milicien de 1^{re} classe Mle M/203, de la compagnie de milice Lomé.

BABA KANTÉ, milicien 1^{re} classe Mle M/227, de la compagnie de milice Lomé.

BABA KÉITA, milicien 1^{re} classe Mle M/322, de la compagnie de milice Lomé.

SAKPANA, milicien 1^{re} classe Mle M/39, de la compagnie de milice Lomé.

AMADOU, milicien 1^{re} classe Mle M/253, de la compagnie de milice Lomé.

ZINSOU, milicien 1^{re} classe Mle M/298, de la compagnie de milice Lomé.

Est rayé des contrôles de la compagnie de milice, le milicien stagiaire ASSANI, Mle M/349, décédé le 29 mars 1934.

2^e — Garde indigène :

Rengagements

a) Sont rengagés pour 1 an à compter du :

1^{er} avril 1934. — KEDESSEM, brigadier 1^{re} classe Mle 404, du peloton de Lomé.

N'GUSSA, brigadier 1^{re} classe Mle 395, du peloton de Lomé.

AFO TAKÉTÉ, brigadier 1^{re} classe Mle 391, du peloton d'Anécho.

BAVASSEM, garde 1^{re} classe Mle 498, du peloton d'Anécho.

ADJEOURA TAKPA, garde 2^e classe Mle 827, du peloton d'Atakpamé.

TOI SONDE, garde 1^{re} classe Mle 397, du peloton d'Atakpamé.

DOUGA, brigadier 2^e classe Mle 964, du peloton d'Atakpamé.

RAOUTA, garde 2^e classe Mle 451, du peloton d'Atakpamé.

BAVASSE, garde 2^e classe Mle 522, du peloton d'Atakpamé.

DIEDABA, garde 1^{re} classe Mle 452, du peloton d'Atakpamé.

BAKAIDIA, garde 2^e classe Mle 401, du peloton de Mango.

TANOCA, adjudant Mle 392, du détachement de police Lomé.

KODJO ALAGBÉ, garde 2^e classe Mle 957, du détachement de police Lomé.

2 avril 1934. — AJAVON Damien, garde 2^e classe Mle 828, du détachement de police Lomé.

7 avril 1934. — NATA, garde 2^e classe Mle 816, du peloton de Lomé.

14 avril 1934. — NASSANDJA, garde 2^e classe Mle 927, du détachement de police Lomé.

Seth ANOMA, garde 2^e classe Mle 958, du détachement de police Lomé.

b) Est rengagé pour 1 an, comme garde de 2^e classe, à compter du 1^{er} avril 1934, le brigadier de 1^{re} classe BETTI, N° Mle 446, du détachement de police Lomé.

Congés

Un congé de 30 jours avec solde de présence et gratuité de transport (aller & retour) est accordé à chacun des gardes dont les noms suivent :

KOATASSIMA, garde 1^{re} classe Mle 352, du peloton d'Anécho, accompagné de sa femme pour en jouir à Ténég (Sokodé).

KONDIA, garde 2^e classe Mle 533, du peloton d'Atakpamé, accompagné de sa femme pour en jouir à Tiaré (Sokodé).

Sanctions disciplinaires

a) Est portée à 30 jours de prison dont 15 de retenue de solde, la punition de 4 jours de prison avec retenue de solde infligée le 13 mars 1934 par le commissaire de police de Lomé à chacun des gardes :

AJAVON Antoine, garde 2^e classe Mle 976, du détachement de police Lomé pour « abandon de poste ».

DA SILVA Paul, garde 2^e classe Mle 905, du détachement de police Lomé pour « abandon de poste ».

b) Est rétrogradé et remis garde de 2^e classe à compter du 22 mars 1934, pour « faute grave dans le service », le garde de 1^{re} classe FONDOU, Mle 169, du peloton de Lomé.

Mutations

a) Sont admis dans la garde indigène conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté N° 467 du 15 août 1933, les ex-miliciens dont les noms suivent, pour compter du 1^{er} avril 1934, avec les grades et classes ci-après :

DIONI, garde 1^{re} classe Mle 978, ex-caporal de la compagnie de milice 4^e section affecté le dit jour au peloton de dépôt.

MAMADOU, garde 2^e classe Mle 979, ex-milicien 1^{re} classe de la compagnie de milice Lomé affecté le dit jour au peloton de dépôt.

N'BANGOU, garde 2^e classe Mle 980, ex-milicien 1^{re} classe de la compagnie de milice 4^e section affecté le dit jour au peloton de dépôt.

BABA KANTÉ, garde 2^e classe Mle 981, ex-milicien 1^{re} classe de la compagnie de milice Lomé affecté le dit jour au peloton de dépôt.

BABA KÉITA, garde 2^e classe Mle 982, ex-milicien 1^{re} classe de la compagnie de milice Lomé affecté le dit jour au peloton de dépôt.

SAKPANA, garde 2^e classe Mle 983, ex-milicien 1^{re} classe Lomé affecté le dit jour au peloton de dépôt.

AMADOU, garde 2^e classe Mle 984, ex-milicien 1^{re} classe de la compagnie de milice Lomé affecté le dit jour au peloton de dépôt.

HENOU, garde 2^e classe Mle 985, ex-milicien 1^{re} classe de la compagnie de milice 4^e section affecté le dit jour au peloton de dépôt.

SALOU BOULALA, garde 2^e classe Mle 986, ex-milicien 1^{re} classe de la compagnie de milice 4^e section affecté le dit jour au peloton de dépôt.

ZINSOU, garde 2^e classe Mle 987, ex-milicien 1^{re} classe de la compagnie de milice Lomé affecté le dit jour au peloton de dépôt.

KODJOVI François, garde 2^e classe Mle 988, ex-milicien 1^{re} classe de la compagnie de milice 4^e section affecté le dit jour au peloton de dépôt.

b) Sont affectés pour compter du 1^{er} avril 1934 :

au peloton de Klouto :

ABOUDOU AMOUSSOU, garde 2^e classe Mle 970, du peloton de dépôt.

au peloton d'Atakpamé :

ADAM PATCHA, garde 2^e classe, Mle 973, du peloton de dépôt.

TIOMBABOU, garde 2^e classe, Mle 975, du peloton de dépôt.

au peloton de Mango :

ASSIMA, garde 2^e classe, Mle 966, du peloton de dépôt.

ADAM, clairon 1^{re} classe, Mle 962, du peloton de dépôt.

au peloton de Sokodé :

TEATCHI, garde de 1^{re} classe, Mle 670, du peloton de dépôt.

au peloton de dépôt (Lomé) :

BETTI, garde de 2^e classe, Mle 446, du détachement de police Lomé.

Est rayé des contrôles de la garde indigène, le garde de 1^{re} classe MOUSSA TARAORÉ, Mle 588, du peloton de Mango, décédé le 6 mars 1934.

Licenciements

Sont licenciés pour fin de contrat à compter du 1^{er} avril 1934 :

INAN, garde de 2^e classe, Mle 465, du peloton d'Atakpamé.

BADALO, garde 2^e classe, Mle 480, du peloton d'Atakpamé.

KELIMA, garde 1^{re} classe, Mle 406, du peloton de Mango.

CONCOURS

Par décisions des :

22 mars 1934. — Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté N° 635 du 7 novembre 1928, un concours s'ouvrira à Lomé le 10 avril 1934 pour l'accès au grade d'aide-médecin.

Le nombre de places mises au concours est fixée à une.

La liste des candidats admis à concourir est arrêtée comme suit, conformément aux demandes d'inscription émanant des intéressés :

TIGOE Joseph, infirmier-major de 5^e classe, en service à Lomé.

AVAYI Cyprien, infirmier-major de 5^e classe, en service à Anécho.

SANG Eugène, infirmier de 1^{re} classe, en service à Palimé.

DURAND Dominique, infirmier de 1^{re} classe, en service à Atakpamé.

La commission prévue à l'article 2 de l'arrêté du 7 novembre 1928, déterminant les conditions, épreuves et programmes des concours et examens institués pour le personnel indigène du service de santé, se réunira à Lomé le 10 avril 1934, date fixée pour le concours au grade d'aide-médecin.

COMMISSIONS D'ENQUÊTE

Par arrêtés des :

20 mars 1934. — Une commission d'enquête composée de :

M.M. MOURAGUES Albert, administrateur-adjoint de 3^e classe des colonies. *Président*
 CONSO Robert, adjoint de 2^e classe des services civils du Togo, }
 GABA AHO, commis de 4^e classe des P.T.T. du Togo. } *Membres*

se réunira sur la convocation de son président à l'effet de donner son avis sur le cas du commis de 8^e classe des P.T.T. GERMA Bernard.

M. CONSO est nommé rapporteur de la susdite commission.

31 mars 1934. — Une commission d'enquête composée de :

M.M. MOAL Henry, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies. *Président*
 GROSPIERRE René, médecin-lieutenant des troupes coloniales, }
 PALINACCI Armand, médecin-lieutenant des troupes coloniales, } *Membres*
 JOHNSON Samuel, médecin-auxiliaire de 1^{re} classe du cadre de l'A.O.F., }
 JOHNSON Marie, sage-femme auxiliaire de 3^e classe du cadre de l'A.O.F. }

se réunira sur la convocation de son président à l'effet de donner son avis sur le cas de la sage-femme auxiliaire de 3^e classe du cadre de l'A.O.F. Christine D'ALMEIDA, née JOHNSON.

M. PALINACCI est nommé rapporteur de la susdite commission.

ENSEIGNEMENT

Par décisions des :

24 mars 1934. — Les candidats dont les noms suivent sont admis comme élèves à l'école professionnelle de Sokodé :

SRTTI AYI de l'école régionale d'Anécho.
 KUÉVI FOLLIQUÉ de l'école régionale d'Anécho.
 AYITRÉVI AYIVI de l'école régionale d'Anécho.
 LAWSON Robert de l'école régionale d'Anécho.
 AFANDOMI DOSSEYI de l'école régionale d'Anécho.

La répartition des candidats dans les diverses sections sera faite par le directeur de l'école.

27 mars 1934. — Les candidats dont les noms suivent sont admis comme élèves à l'école professionnelle de Sokodé :

ALI ADAM de l'école de Bafilo.
 TANGAO ADOYI de l'école de Sokodé.
 La répartition des candidats dans les diverses sections sera faite par le directeur de l'école.

PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Par arrêté du :

20 mars 1934. — La Compagnie Générale des Comptoirs Africains est autorisée, dans les conditions fixées par l'arrêté du 15 novembre 1928, à tenir un dépôt de produits pharmaceutiques (liste N° 1) à Lomé, rue d'Amoutivé, dans la boutique tenue par M. ELIAS DOGNON.

RÈGLEMENTATION DES CARRIÈRES

Par décision du :

4 avril 1934. — M. BRECE, adjoint-technique principal de 1^{re} classe du cadre général des travaux publics des colonies, est commissionné à l'effet de constater les infractions à la réglementation des carrières et des conditions d'exploitation, en remplacement de M. GARNIER, ingénieur-adjoint des travaux publics, titulaire d'un congé administratif.

REMBOURSEMENTS

Par décisions des :

28 mars 1934. — Est autorisé le remboursement au profit de l'United Africa Company Limited d'une somme de 314 frs, 61 représentant la valeur de sept caisses de pétrole *Sunflower* manquant à la livraison du 14 mars 1934.

Est autorisé le remboursement au profit de la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale d'une somme de 223 frs 72 représentant la valeur de quatre caisses d'essence manquant à la livraison du 6 février 1934.

Est autorisé le remboursement à la société Commerciale de l'Ouest Africain d'une somme de douze mille six cent quatre vingt neuf francs, quatre vingt dix centimes (12.689,90) représentant la différence entre les prix de 0,70 et 0,75 le kilog., pour des achats de 9.786 kgs. de caoutchouc, offerts par elle et le prix de 2 francs imposé par l'administration.

TRANSFERT DE RESTES MORTELS

Par arrêté du :

28 mars 1934. — Est autorisé le transfert en France, sur le paquebot *Canada* attendu à Lomé vers le 16 avril 1934, des restes mortels de Mlle Jacqueline PERRET, fille d'un adjoint principal des services civils, décédée à Tsévié le 10 février 1933.

Le budget local participera aux dépenses dudit transfert jusqu'à Strasbourg (Bas-Rhin), dans les conditions prévues à l'arrêté du 25 février 1925.

DOMAINES

Par arrêtés des :

27 mars 1934. — Le nommé NEGLO NYAGLODZRO, bijoutier demeurant à Tsevié est autorisé à occuper provisoirement à ses risques et périls un terrain non bâti ayant la forme d'un trapèze d'une superficie totale d'environ quinze ares trente quatre centiares, sis à Tsevié et figurant sous le n° 28 du plan de Tsevié.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges.

28 mars 1934. — Le sieur YACOBBOU Joseph, boutiquier demeurant à Lama-Kara, est autorisé à occuper à ses risques et périls une parcelle d'un terrain domanial situé à Lama-Kara, constituant le lot n° 16 du lotissement du centre commercial de Lama-Kara, d'une superficie de quinze ares vingt sept centiares.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges.

Est attribué définitivement en toute propriété à la société Africaine financière et agricole SOCAFA société anonyme ayant son siège à Atakpamé (Togo) un terrain domanial de la surface de vingt-cinq ares, sis à Sokodé, immatriculé au livre-foncier du cercle de Sokodé sous le N° 22, et dont la concession provisoire avait été accordée à la dite société, par arrêté N° 279 du 19 Mai 1930.

CARTE DU COMBATTANT

Le journal officiel de la République française en date du 12 juillet 1933, page 7294 publie un arrêté du ministère des pensions en date du 3 juillet 1933 relatif à la validité et au renouvellement des cartes du combattant.

Ces cartes sont valables pendant 5 ans.

Le comité colonial des anciens combattants de l'A. O. F. ayant commencé à délivrer ces cartes le 1^{er} octobre 1930, procédera à leur renouvellement à la fin de l'année 1935 ou au début de l'année 1936.

AVIS AUX NAVIGATEURS N° 49

Les navigateurs fréquentant la casamence sont informés que le balisage de cette rivière vient d'être révisé comme il est dit ci-après :

Passe Nord

Bouée d'atterrissage — Sphère conique à sifflet peinte par bandes — Horizontales noires, blanches, rouges — Voyant sphérique rouge — Le mot « Casamence » est peint en blanc sur le corps

Carte 5136 } La = 12° 36'07" N
Ga = 16° 51'23" W

Bouée n° 1 — Bouée à fuseau noire voyant cylindrique noir —

Bouée n° 2 — Bouée des pilotes — Sphère conique rouge — Voyant conique rouge — Portant la lettre P sur le corps et le voyant.

Bouée n° 4 — Tonné de 400 litres rouge et voyant conique rouge.

Bouée n° 5 — Tonne de 400 litres noire voyant cylindrique noir.

Passe Sud

Bouée n° 2 — Sphère conique 2^e classe rouge — Voyant conique rouge — Porte le n° 2 en lettres blanches sur le corps.

Carte 5436 } La = 12° 30'03" N
Ga = 16° 50'39" W

Tonne A — Tonne de 400 litres noire voyant cylindrique noir — La Lettre A est peinte en blanc sur le voyant, située à babord, elle couvre un banquereau de formation récente —

Bouée n° 1 — Fuseau noir — Voyant cylindrique noir.

Tonne n° 1 bis — Tonne de 400 litres noire voyant cylindrique noir — Le n° 1 bis est peint en blanc sur le voyant — Cette tonne couvre l'avancée du banc du nord —

Bouée n° 3 — Sphère conique noire — Voyant cylindrique noir, portant le n° 3 en blanc —

Bouée n° 5 — Fuseau noir, voyant cylindrique noir.

RECOMMANDATION

Passe Nord

Quoique l'utilisation de cette passe ne soit plus recommandée aux vapeurs, vu la grande mobilité des cables et le déplacement fréquent de la passe, un petit navire, ne calant pas plus de 3 mètres peut utiliser cette passe, mais avec l'assistance d'un pilote.

Passe Sud

Venir reconnaître la bouée d'atterrissage sud, et passer à la ronger en la laissant d'un côté ou de l'autre — Faire ensuite route sur la bouée n° 1 en passer au sud à 50/75°. De même pour la tonne A du banquereau — Passer au sud et à la même distance des autres bouées (1 bis et 3) — Faire route au nord 53 est sur la pyramide de Djogué, en se servant de la carte dès que l'un arrive au travers de bouée n° 5 —

Le courant porte généralement au sud, sur le banc rocheux de Guimbéring — La Barre brise presque toujours quand il y a de la grosse houle de l'W N W — Eviter, surtout au cas où la tonne A serait disparue de venir passer à égale distance des bouées n° 1 et 2 — Les navires s'exposeraient à de graves avaries en talonnant sur le banquereau.

AVIS AUX NAVIGATEURS N° 50

L'avis aux navigateurs n° 47 donnant la position de la bouée signalant l'épave du « Nembé » à Accra est rectifié de la manière suivante :

Phare d'Accra : 298°

Flèche de l'Eglise : 335°

Mât de pavillon du château 38°

ÉTAT des mouvements de la Navigation du Port de Lomé
pendant le mois de Mars 1934

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	EQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
Ouémé Marseille-Pte. Noire	Français	28. 2. 34	1. 3. 34	2.417	44	—	—
53-Thomas Holt Warri-Liverpool	Anglais	1. 3. 34	—do—	2.191	39	—	75.828
54-Hoggar Douala-Marseille	Français	4. 3. 34	4. 3. 34	3.109	73	0.264	391.267
55-Alfred Jones Liverpool-Kribi	Anglais	6. 3. 34	6. 3. 34	2.155	40	66.065	—
56-Ebani Lagos-Liverpool	—do—	7. 3. 34	7. 3. 34	2.963	46	—	0.109
57-Banfora Marseille-Douala	Français	8. 3. 34	8. 3. 34	5.868	144	26.698	—
58-Bornholm Lagos-Marseille	Danois	9. 3. 34	9. 3. 34	1.927	25	—	376.528
59-Ft. Binger Anvers-Kribi	Français	—do—	—do—	3.123	44	59.081	—
60-Eastlea Londres-Douala	Anglais	—do—	—do—	2.582	35	181.256	—
61-Lafian Liverpool-Burutu	—do—	10. 3. 34	10. 3. 34	2.270	35	82.747	6.023
62-Ashlea Opobo-Hambourg	—do—	12. 3. 34	12. 3. 34	2.532	34	—	458.149
63-New Columbia New York-Kribi	—do—	—do—	—do—	4.044	50	198.928	—
64-Wadai Hambourg-Tiko	Allemand	13. 3. 34	13. 3. 34	2.763	77	29.699	—
65-Amérique Pte. Noire-Bordeaux	Français	—do—	—do—	4.867	146	0.008	24.535
66-Ft. de Vaux Matadi-Kristiansand	—do—	14. 3. 34	15. 3. 34	3.151	44	0.786	732.867
67-Brazza Bordeaux-Pte. Noire	—do—	—do—	14. 3. 34	6.086	143	0.807	1.051
68-Jonathan Holt Kribi-Liverpool	Anglais	17. 3. 34	17. 3. 34	1.794	40	—	347.900
69-Ft. Medine Duinkerque-Matadi	Français	19. 3. 34	19. 3. 34	3.141	44	11.771	—
70-John Holt Hambourg-Warri	Anglais	—do—	—do—	1.794	39	80.033	—
71-Banfora Douala-Marseille	Français	—do—	—do—	5.868	144	0.317	318.367
72-Touareg Marseille-Douala	—do—	22. 3. 34	22. 3. 34	3.122	71	41.046	—
73-Maaskerk Hambourg-Douala	Hollandais	—do—	—do—	2.447	65	48.219	—
74-Wadai Tiko-Hambourg	Allemand	24. 3. 34	24. 3. 34	2.763	77	0.003	0.021
75-Dunkwa Calabar-Hambourg	Anglais	25. 3. 34	25. 3. 34	1.996	34	—	0.653
76-Ft. Binger Kribi-Hambourg	Français	—do—	26. 3. 34	3.123	44	0.011	570.860
77-Mc. Gregor Laird Liverpool-Warri	Anglais	—do—	25. 3. 34	2.167	39	47.851	—

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	Pavillon	DATES		TONNAGE NOMINAL	ÉQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
78-Ouémé Pte. Gentil-Marseille	Français	26. 3. 34	26. 3. 34	2.417	43	0.095	184.705
79-Tombouctou Marseille-Pte. Gentil	—do—	27. 3. 34	27. 3. 34	3.262	44	246.720	—
80-Brazza Pte. Noire-Bordeaux	—do—	—do—	—do—	6.086	143	0.243	54.759
81-John Holt Warri-Liverpool	Anglais	29. 3. 34	29. 3. 34	1.794	39	—	90.119
82-Foucauld Bordeaux-Pte. Noire	Français	—do—	—do—	6.399	163	0.863	0.257
83-Carnia Trieste-Durban	Italien	30. 3. 34	31. 3. 34	3.378	43	525.703	—

Lomé, le 3 Avril 1934.

Le Chef du Service des Douanes p. i.
BARBAROUX.

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

AVIS

Société Agricole Anécho

Messieurs les actionnaires de la Société Agricole d'Anécho sont convoqués par celle-ci pour l'assemblée générale pour Lundi le 23 Avril 1934 à 8 heures précises à Zébé dans la salle du Tribunal.

Ordre du Jour

- 1° Nominations d'un Commissaire aux Comptes.
- 2° Etude des questions diverses pour la saison.

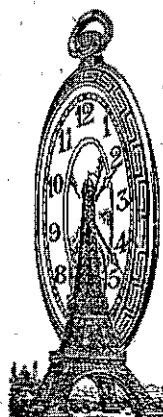
Anécho, le 30. 3. 1934.

Le Président.

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

“ A la Tour Eiffel ”

JOYEROT & JACOT



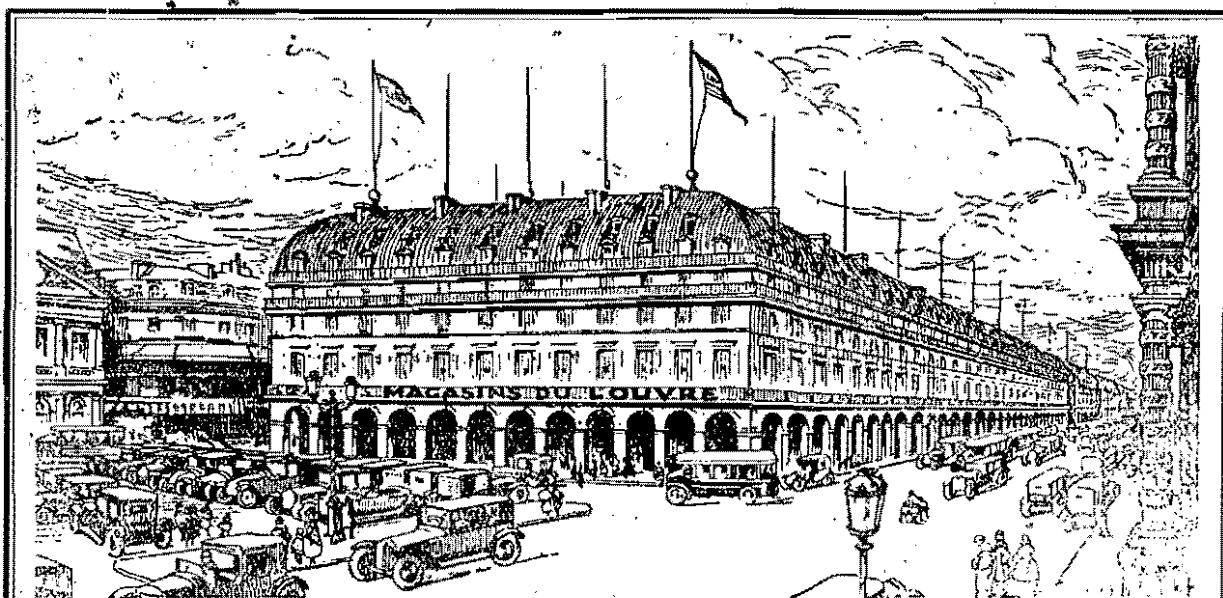
Catalogue général d'Horlogerie
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé
gratis et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés

23, rue Gambetta — BESANÇON — France.



AU LOUVRE

Place du Palais-Royal
PARIS

Les Créations de ces Magasins se recommandent par leur bon goût, leur qualité irréprochable et leurs prix très modérés.

Demandez le Catalogue Général des Nouveautés d'Été à Monsieur le Directeur des Grands Magasins du Louvre à Paris, il vous sera envoyé franco.